

Compte rendu Blabla Terre de Liens

45 personnes

Prise de son en deux fois

Contexte

Présentation de Terre de Liens (0'39)

Présentation du projet de Marc (14'32)

Rôle des Politiques (19'17)

De la politique au philosophique (42'00)

Comment intervient Terre de Liens ? (46'33)

Le bien commun (56'19)

Ouverture (1'08'59)

Contexte (première prise de son)

Un 6ième Blablas de l'ESS, sachez que normalement, **la périodicité est mensuelle**. Des rendez-vous comme celui-ci il y en aura donc d'autres autour de sujets qui concernent le territoire

Ces Blablas sont des espaces d'échanges et de discussions pour rebondir sur des sujets qui émergent et ces soirées donnent, trouvent et proposent du temps pour se poser et en discuter pour les approfondir.

Ces blablas se déroulent dans le cadre de la dynamique ESS'entiel Ploërmel qui a pour objectif de créer un outil qui aura vocation d'aider les acteurs à valoriser certaines pratiques (partage, gouvernance démocratique), et puis d'initier et accompagner des projets qui relèvent d'une « autre économie » qui prend en compte les enjeux de son territoire, qui s'inquiète pour son développement..

Aujourd'hui, nous accueillons Delphine Le Roux, et Olivier qui représentent Terre de Liens, pour échanger autour de l'accès au foncier et les perspectives nouvelles pour les paysans. Ce sera aussi l'occasion de parler d'un projet précis, qui est celui de Marc Bouché et qui est un des exemples que ces choses là sont possibles.

Dans un premier temps on vous propose de visionner le film réalisé par Marie-Josée Desbois de l'Arbre aux Films. Film réalisé dans le cadre de la dynamique ESS'entiel Ploërmel. Il y en a une série qui relate des portraits d'acteurs relevant de l'Economie sociale et Solidaire sur notre Pays. Celui de ce soir est donc sur le GFA la Tertraie solidaire, la Grange Paysanne à Lanouée.

Film de 17 minutes.



Présentation de Terre de Liens (00'39)

Olivier, membre actif à Terre de Liens Bretagne. **On est parti d'un constat que le prix de la Terre augmente et qu'il y a de moins en moins de paysans dans la population agricole et pourtant il est de plus en plus difficile de trouver de la Terre quand on veut s'installer et que l'on n'est pas issu soi-même du milieu agricole.** Ce que Terre de Liens a souhaité, c'est de sortir cette question là du champ strictement agricole, ou en effet, les paysans sont propriétaires de la Terre avec tous ces problèmes de transmission d'une génération à l'autre dont il était question dans le film et Terre de Liens a essayé de mettre en lien avec les citoyens. **L'objectif est que le citoyen, le collectif se réapproprie justement la Terre en tant que bien commun.** Ça résonne bien avec le lieu ici, du Champ Commun. C'est la même idée, essayer de rendre les gens responsables qu'ils soient consommateurs, paysans, qu'ils prennent part à la possession de la terre pour quelle ne soit plus un objet de spéculation et qu'il n'y ai plus cette augmentation de valeur.

Concrètement, Terre de Liens accompagne des personnes qui ont un projet agricole, qui souhaitent s'installer ou des paysans déjà installés pour leur permettre de monter des GFA (groupement foncier agricole) et/ou SCI (société civile immobilière). **On utilise des outils juridiques, qu'on va essayer de détourner pour que ça devienne de l'épargne solidaire.**

Delphine Le roux, salariée de Terre de Liens. **Il y a plusieurs outils**, comme ceux cités par Olivier, il y a une dimension d'éducation populaire : c'est **faire prendre conscience aux citoyens que la Terre est un bien commun.** On parle d'accaparement des terres à l'étranger mais finalement ce phénomène existe aussi en France. Il y a beaucoup de sociétés financières qui interviennent dans l'achat des fermes, le système bancaire est en train de s'emparer de cela. En France on a des Terres qui sont sujettes à une spéculation importante : Augmentation de 50% du prix des terres en 15 ans. **En 2000, 3 500 euros l'hectare en Bretagne aujourd'hui plus de 5 000 euros.** Dans les pays frontalier c'est plus cher par rapport à la France, certains pays sont à 40 000 euros l'hectare...

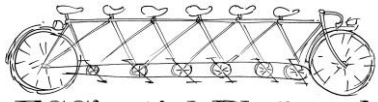
Aujourd'hui on parle de **manger local, manger bio, ça se développe, mais il y a aussi le problème de l'accès aux Terres pour les paysans qui veulent s'installer surtout dans les projets dit « atypiques » par rapport au système conventionnel ou de filière.**

Pour avoir accès à la terre, il faut avoir accès à l'information et c'est un marché très opaque. Donc si on n'est pas dans les réseaux du marché agricole, c'est compliqué. C'est tout un cheminement assez compliqué. Terre de Liens essaie de se mobiliser là dessus.

L'association est un mouvement jeune, elle fête ses 10 ans en 2013, née en 2003 dans la Drome, issu de plusieurs autres mouvements comme « le mouvement de l'agriculture biologique et biodynamique », car l'objectif de Terre de Liens est aussi d'installer des projets pérennes pour notre environnement, autrement dit, c'est penser futur à tout point de vue (préservation de l'environnement, préservation des Terres en les sortant du marché spéculatif et leur permettre de garder leur vocation agricole,...). « L'artificialisation » des Terres, c'est un terme de plus en plus connu, l'urbanisation, la bétonisation, choses sur lesquelles on ne peut pas revenir en arrière... Tout plein de concurrence sur les Terres agricoles qui font que les surfaces diminuent au-delà du prix qui complique les choses aussi.

Terre de Liens, est sur plusieurs créneaux : lutter contre la spéculation foncière, Il y a aussi un mouvement d'éducation populaire (association Relié, aujourd'hui travaille plus sur la notion

L'économie sociale et solidaire représentée par celles et ceux qui font vivre ses valeurs



ESS'entiel Ploërmel

Pour une dynamique d'économie sociale et solidaire sur le Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne

d'habitat collectif en milieu rural), et la finance solidaire portée par la NEF. Ce sont les trois mouvements qui se sont mobilisés pour créer Terre de Liens.

Au-delà de sensibiliser les citoyens qui ne sont pas issus du milieu agricole, c'est quand le futur paysan à trouver des Terres comment ils font pour les financer ? Puisque quand on doit financer du foncier voir du bâti qui est à un prix important mais aussi le cheptel ou pour ceux qui sont dans le maraichage, enfin ce qui est nécessaire pour produire plus : le matériel, ce sont des emprunts d'exploitation qui coûtent chers, ça fait beaucoup et globalement ce qu'on constate c'est que pendant plusieurs années les fermiers ont les poids de l'endettement au-dessus de la tête, et ce n'est pas un métier où il est facile de se sortir un salaire. L'idée de Terre de Liens, c'est que les citoyens ont tous, ou pour beaucoup des comptes d'épargne, qui sert à rien, ou notamment à financer des projets auxquels on n'adhère pas du tout, donc pourquoi on ne se mobiliserait pas pour que cet argent serve utilement, en utilisant des formes juridiques pour en faire autre chose pas pour de l'évasion fiscale ou autre mais bien pour aider des paysans à s'installer. Comme le disait Cathy dans le Film « ce n'est pas du don mais l'achat de part de société, qui permettent mises à bout, de reprendre l'expression suivante : c'est les petits ruisseaux qui font les grandes rivières ». A Terre de Liens on accompagne une trentaine GFA-SCI sur la Bretagne, on se rend compte qu'il y a les gros porteurs, mais s'il n'y avait pas de petits tout petits, qui sont nombreux, on n'arriverait pas à avoir le capital suffisant pour permettre l'achat des fermes. Donc ce sont ces gens qui sont aussi important et ce qui est important c'est la mobilisation territoriale. Le but derrière ça ce n'est pas seulement installer un paysan, mais c'est aussi de créer du lien entre les citoyens locaux et le fermier qui va s'installer. Car on était rendu dans un système de filière où le paysan est enfermé tout seul dans ses bâtiments hors sol et ne voyait personne et les gens ont du mal à dire aujourd'hui sur leur communes qui est exploitant, et c'est triste car ce serait logique de consommer exclusivement local,... mais bon globalement, on va dans le bon sens.

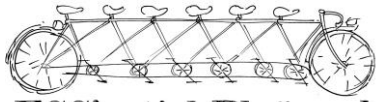
Derrière l'idée Terre de Liens il y a tout plein de chose : **recréer le lien citoyen / fermier, sortir les terres des spéculations financières** car elles sont des biens communs et si des citoyens l'achète aujourd'hui c'est pour que plus jamais elle ne soit vendue, qu'elle reste aux mains des citoyens, le paysan est donc locataire comme c'était expliqué dans le film. C'est aussi **repenser les choses pour un paysan** car il n'a plus son capital à la fin de sa vie professionnelle, malgré tout, il a le temps de capitaliser plus, tout le temps où il est en activité car les fermages sont bas par rapport à toutes les autres locations que l'on peut trouver dans d'autres domaines. On accompagne toujours celui de la Tertraie Solidaire un des plus vieux, il a 20 ans, et on les a accompagné dans les sorties de capital puisque être associé ce n'est pas un don mais un investissement. **Chaque année, il y a un reliquat, si tout va bien, et ce bénéficie, les associés vont se le redistribuer ou l'investir dans la ferme, celui-ci vient du montant de fermage, des charges.** Il y a un résultat qui varie d'une année à l'autre,. On ne rentre pas dans ces sociétés pour faire de la rentabilité, mais ce n'est pas non plus totalement non rentable. Le jour où les associés se retirent ils récupèrent leur capital.

Peut être peut-on demander à Marc de nous présenter son projet ? (14'32)

Marc : J'habite à Augan, et j'ai un projet d'acquérir un lieu qui se situe à Monteneuf (10 km d'ici). Lieu où il y a du bâti et des Terres (5 hectares de Terre et trois petites granges et une maison). Je suis producteur de semences potagères, je travaille pour deux entreprises actuellement. Ce projet très récent date de la fin de l'été, et démarre très vite.

Rapidement, il a fallu voir comment monter le projet, le lieu est à vendre donc rencontrer les notaires, banquiers. Donc **arrive la réflexion de la propriété de la Terre, d'un point de vue**

L'économie sociale et solidaire représentée par celles et ceux qui font vivre ses valeurs



ESS'essentiel Ploërmel

Pour une dynamique d'économie sociale et solidaire sur le Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne

idéologique c'est quelque chose d'entamé de longue date qu'il n'est pas important pour produire, d'être propriétaire de la Terre, c'est même presque contradictoire avec la vie d'un lieu. Un des gérant du GFA de la Tertraie parlait du « bruit de l'arbre qui tombe et du silence de la forêt qui pousse », et j'aimais bien cette image. Ou l'on se rend compte que quand on est plusieurs à s'intéresser à la destinée d'un lieu, ça lui donne, ça porte et ça permet de soutenir le développement de nombreux projets. Toute cette forêt qui est représentée par toute personne qui se lie à un GFA, ou autre forme collective, **c'est une façon de se ré approprier la Terre puisque on est dans un monde où la terre doit obligatoirement appartenir à quelqu'un et donc il est essentiel que les personnes qui se nourrissent des produit d'un lieu s'intéresse à sa destinée et qu'il ne soit plus lié, comme ça l'a été expliquer dans le film, à la simple durée de la carrière d'un paysan et que toutes les génération de paysans la Terre soit sans cesse ré achetée, au prix d'un crédit, d'emprunt qui peuvent être lourd.**

Donc moi dans mon projet je suis vite allé vers cette idée que l'essentiel du projet doit être acquis collectivement puisque **symboliquement par rapport à mon activité de semence, je produis d'anciennes variété qui sont issues de plusieurs dizaines de générations de paysans, des variétés qui ont plusieurs siècles pour certaines. Donc c'est un bien commun, autant les variétés dont on se nourrit que la Terre, sont des éléments qui vont ensemble.** Donc c'est pertinent de mon point de vue personnel et par rapport au métier que je fais, de proposer une maîtrise collective de la Terre. Actuellement en plein démarrage, se pose toute une série de questions d'ordre juridique, fiscaux, il faut déblayer ces terrains là, et l'engagement que j'ai pu constater par rapport à ce projet, c'est au-delà de la prise de part, c'est le soutien moral qui signifie aussi qu'on est pas seul dans son projet et que les gens se sentent concernés par l'idée de la propriété collective et la destination qu'on peut donner ensemble à un lieu ou un projet, que ce soit, le mien en l'occurrence ou à d'autres bien sûr.

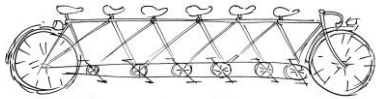
Le rôle des politiques (19'17)

Une personne intervient : Il faut soutenir le projet de marc, j'y mettrai quelque B mol sur l'organisation, et une question à Terre de Liens, vous êtes une association qui a à peu près 12 ans, vous êtes combien de salariés ?

Réponse de Delphine : Il faut savoir que **c'est un mouvement et donc il y a une association Nationale, et 19 associations régionales et nous sommes tous indépendant, nous ne traitons pas les mêmes priorités, car on s'adapte à nos territoires.** On s'aperçoit qu'en fonction des régions on n'a pas les mêmes soucis à gérer, donc en Bretagne, on est deux salariées sur toute la Région.

La personne reprend la parole : Visiblement vous avez une trentaine d'exploitations depuis la création de l'antenne en Région, [elle précise que eux ils n'ont rien du tout, ils suivent ces porteurs de projet], vous suivez une trentaine de GFA, pour ma part ça fait déjà 35 ans qu'au Larzac, j'ai acheté des parts et ces projets là au départ ils étaient communautaires, le cul du Larzac est devenu un terrain de camping, mais on ne m'a jamais demandé mon avis. Par rapport à Marc c'est différent parce qu'il est proche, mais je trouve dommage qu'à un moment donner les individus soit obligés de pallier le manque de directives politiques au niveau collectif, parce que dans les année 50 il y a eu les chambres de l'agriculture qui ont été créées, suite à ça la SBAFER (société bretonne d'aménagement foncier et d'établissement rural), ce sont des outils qui sont la justement pour, à l'origine, gérer ce genre de problème qu'on est à gérer actuellement. Donc ce sont devenu des organismes complètement irrationnels, ingérables, complètement corrompus, mais on est obligé de faire face à ce type d'organisation, mais, le véritable problème il est politique, parce que je dirais que c'est très bien de se réunir là, de faire des réunions, mais s'il n'y a pas de volonté politique, on pédale dans la semoule. Il faut regarder les structures qui vont se développer dans les prochaines années, j'ai le

L'économie sociale et solidaire représentée par celles et ceux qui font vivre ses valeurs



ESS'entiel Ploërmel

Pour une dynamique d'économie sociale et solidaire sur le Pays de Plouërnel-Cœur de Bretagne

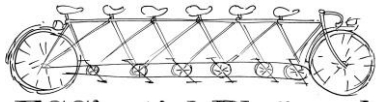
témoignage de quelqu'un qui me dit : Il prend sa retraite, ils ont 150 hectares, c'est son gendre qui reprend la ferme, mais je cherche 100 autres hectares parce qu'il y a le matériel pour faire la terre. , Est-ce qu'il ne faut pas faire plutôt pression avec Terre de Liens, parce qu'il faut garder l'existant car c'est trop facile, de mener une lutte mais de ne rien proposer à la place donc la lutte vous la mener, mais bon après je connais pas Terre de Liens, mais il y a un autre combat à mener, au niveau de nos communes, c'est dingue qu'elles n'aient pas de droit de préemption sur les terres. Car la sur Augan il y a une ferme qui s'est vendue 790 000 euros qui est répartie à une personne dont la famille détient 80 hectares, dans 5/6 ans d'ici il est en retraite, et le fils se retrouve avec 80 hectares d'un côté et de l'autre 60hectares à exploiter. Je trouve que c'est un non-sens, parce que l'espace il appartient à tout le monde et au niveau de la gestion écologique et si on a le respect de l'environnement on n'est humainement pas capable de gérer ces surfaces-là, c'est donc au détriment du consommateur et du contribuable (lui qui va toujours payer, il va payer pour avoir une eau de qualité, on lui a fait miroiter qu'à un moment donné le consommateur avait tout à gagner à ce qu'on produise nos cochons le moins cher possible et voila ce que ça donne, en Bretagne il n'y a plus une goutte d'eau potable). C'est pour ça que je dis que je suis critique,... et que je pose ces questions, est ce qu'il ne faudrait pas surtout faire une démarche collective auprès des municipalités ou intercommunalités ?

Une personne intervient : Pour compléter le tableau critique de Georges, j'habite à Guer à 10 km d'Augan, il y a une ferme près de chez lui qui appartenait à quelqu'un, sa fille se marie avec un agriculteur d'Augan, le père de la fille part en retraite et son gendre regroupe les deux fermes, ils se retrouvent avec 80 hectares. L'exploitant a eu des soucis de santé et donc est décédé et cette ferme-là est à vendre, avec la ferme à Augan, et à Guer, les hectares sont à coter de chez lui, pas grand monde a bougé pour se dire qu'il ne faut pas que ça parte à l'agrandissement, ne serais ce pas aux agriculteurs de Guer de se la répartir, de la démanteler. Pour l'instant rien ne se passe, l'ensemble est à vendre, dans cette ferme il y avait un bâtiment et un corps de ferme à vendre, plus les 80 hectares. Dans le système agricole il faut valoriser les bâtiments c'est ce qui rapporte de l'argent. Une personne dit qu'elle veut racheter le corps de ferme, à condition qu'elle récupère les 80 hectares. Ça marche comme ça, au départ il y avait trois fermes, aujourd'hui il n'y en a plus qu'une et une grosse. Donc maintenant ces Terres, historiquement des Terres d'élevage, vont devenir des Terres exploitées avec du maïs et du blé, et personne n'a rien fait parce que c'est comme ça..

Olivier : Une réflexion, par rapport aux actions politique et de terrain, c'est un débat récurrent et qui n'a pas fini d'exister, la question c'est qu'à Terre de Liens ont est 200 adhérents 15 actifs et deux salariées pour toute la Bretagne, combien il y a de paysans en Bretagne ? Il y en a beaucoup, et a Terre de Liens, on essaie d'apporter notre pierre à l'édifice, en essayant d'accompagner des jeunes et moins jeunes à s'installer, essayer d'agir pas pour contrer ces systèmes-là, et il y a la volonté d'impliquer des citoyens qu'on appels consommateur, c'est-à-dire nous tous, pour qu'ils se sentent concernés par cette question là, que ça aboutisse à une réflexion. Et que ça ai un aboutissement politique. On se veut dans l'action concrète. Chaque ferme que Terre de liens accompagne ce sont autant de surface en moins dans ce système de la spéculation foncière, d'agrandissement de ferme, ... sur lesquelles la SAFER n'a plus autant de prise.

La SAFER, je ne la porte pas dans mon cœur, mais c'est sans doute grâce à son existence en France, qu'on a des Terres qui ne sont finalement pas si cher que ça...dont le prix augmente, mais par rapport aux pays frontaliers, les Terres en France ne sont pas si cher. Ceci, malgré tout, grâce à la SAFER, la situation en France n'est pas si mauvaise, elle empire certes, mais par des petites actions on peut essayer de l'améliorer.

L'économie sociale et solidaire représentée par celles et ceux qui font vivre ses valeurs



ESS'essentiel Ploërmel

Pour une dynamique d'économie sociale et solidaire sur le Pays de Plouërnel-Cœur de Bretagne

Delphine complète : Effectivement, cette action de Terre de Liens, c'est pour palier, et montrer que les citoyens veulent autre chose pour leur territoire, mais ce n'est pas suffisant, il faut qu'il y ait quelque chose au niveau politique. Nous, à l'échelle régionale, on essaie d'influer, on propose des formations auprès d'élus, pour leur dire que c'est eux qui ont les clés et qu'il est temps qu'ils se bougent. On essaie aussi d'essaimer toutes les expériences d'élus qui ont pu marcher, et des actions actives vers l'installation, dont des maires, qui ont préempté des ventes de ferme pour l'installation alors que ça partait à l'agrandissement, donc ça c'est possible. Mais il faut quand même une volonté politique de le faire. Bien souvent les élus sont persuadés qu'ils n'ont pas le droit de le faire, c'est une fausse idée, le problème aujourd'hui chez les élus c'est que l'agriculture, n'est pas considérée comme une activité économique. Partant de là, ils ne vont pas aller se mobiliser comme ils vont le faire par exemple pour créer une zone d'activité. Il y a un travail à faire au niveau de lobbying auprès des politiques. La terre bien commun, on n'y est pas du tout, mais si déjà il peut y avoir des prises de conscience sur ce que les élus ont entre les mains et de ce qu'ils peuvent faire c'est déjà ça, on avance doucement. Mais à l'échelle Bretagne, on peut dire que d'année en année y a de plus en plus de collectivité qui les sollicite pour installer, pour faire du circuit court. Même si il y a toujours un effet de mode, ça sert quand même la bonne cause et il y a un peu d'avancement pas à pas vers quelque chose de plus positif.

Dans les différentes lois qui sont sorties dernièrement sur le foncier, il y a une volonté petit à petit de taxer les Terres qui restent à rien faire, des Terres urbanisées si elles ne le sont pas fait dans un certain délai, les repasser en agricole. Petit à petit ça change quand même. C'est bête à dire mais comme d'habitude il faut être patient, et que malgré tout on voit un petit renversement de vapeur...

Une personne intervient : Je vous trouve très optimiste dans vos propos, il faut l'être, mais en même temps, il faut être réaliste. Et regarder la situation en face. Aujourd'hui il se bat contre véolia, multi nationale qu'il ne peut pas encadrer, se ré approprier, s'il y a bien un bien commun, c'est l'eau. Si il n'y a pas une volonté politique, de gérer soi-même l'eau. L'eau est un bien public, si il n'y a pas de gestion de l'espace,, que les citoyens ne se la réapproprie pas, il y a aucun regard sur ce qui se fait en agriculture. Il se bat au quotidien, il plante des arbres, des organismes vivants, et ils lui sont détruit par la communauté de communes, ceux qui font du récurage, et calibre les fossés, on ne dit rien, voila le constat. Je suis réaliste. Je ne sais pas si vous intervenez sur la Communauté de communes de Guer mais nos élus en ont bien besoin !!

Deuxièmement, il faut se ré approprier les Terres, mais des gens sont payés par notre argent pour qu'ils laissent en friche certains endroit. Il y a de la place pour installer les jeunes, j'en connais qui ont 300 hectares, il y en a 10% en friche car ils sont payés pour les faucher deux fois par an.

Soit les politiques ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités, mais j'en doute, il y a eu des réunions sur les OGM, et pas un élu à venir à croire qu'ils savent déjà tout, mais ils ne sont pas capables de faire la différence entre un gène et un chromosome.

Votre association a son rôle, mais je dirai mettez la barre bien haute, le combat il faut le mener ailleurs.

Une personne réagit : Pour te répondre et donner mon point de vue, c'est passionnant et passionné, personnellement, ce que tu dis est un constat qui paraît juste. Après des projets que ce soit de petites initiatives ou moyennes, qui se mettent en œuvre avec Terre de Liens, ou hors agricole avec Localidées, ce sont des initiatives qui sont faites comme l'a dit olivier par des outils qui sont un peu détournés, qu'on récupère, ce sont des outils qui existent, finalement ces petites initiatives ce sont faire ce que le gouvernement ne fait pas. Prendre en main ce que les gouvernements ne font pas, et

L'économie sociale et solidaire représentée par celles et ceux qui font vivre ses valeurs



ESS'essentiel Ploërmel
Pour une dynamique d'économie sociale et solidaire sur le Pays de Plouërnel-Cœur de Bretagne

comme le soulignait Delphine tout à l'heure, les lois commencent à intégrer certaines choses, il y a toujours des pionniers.

J'aurai voulu savoir s'il existait des structures, qui regroupent toutes ces initiatives. Aujourd'hui on est accompagné par Terre de Liens pour prendre cet exemple dans un projet, mais est ce qu'il existe une structure qui forme un regroupement des GFA, qui serait une force de parole à un niveau plus important. Parce qu'il existe des micros initiatives mais sont-elles liées entre elles. ?

Olivier : Au niveau national il existe une association Terre de Liens, c'est le rôle de cette structure de faire lobbying, auprès des législateurs, sinon nous on a une idée, à l'échelle régionale qui serait d'avoir un outil qui regroupe un certain nombre de GFA, qui serait un GFA unique, nous permettant d'être plus efficace, plus rapide quand une Terre est proposée à la vente. Il permettrait de simplifier la gestion de GFA sur la durée, pour les changements d'associés,... Idée qui donnerait plus de force et visibilité à l'action de Terre de Liens en Bretagne. Aller jusqu'à convaincre les élus, aller plus loin dans le militantisme. Etre à leur contact car ils détiennent les clés dont on a besoin pour avancer sur ce sujet là.

Une personne intervient : Spécialiser ces échanges là sur le secteur agricole et le monde paysan, c'est peut être aussi pas contreproductif, mais oublier que ça s'intègre pour des valeurs, principes, dans l'esprit de l'économie sociale et solidaire qui intègre des valeurs environnementales donc revendiquer que les réflexions qu'on a ce soir, se situe dans l'ESS signifie aussi de créer un mouvement qui interroge la politique. Tout à l'heure on disait que la Terre doit toujours appartenir à quelqu'un, mais non en fait, avant la révolution, il y avait les communs qui existent encore en Angleterre, et c'est une terre qui appartient à personne et sous la responsabilité de tout le monde. La dessus on a peut-être à avoir des réflexions sur la notion de propriété. Acheter collectivement la Terre la rend inaliénable, donc lui donner un statut comme une œuvre d'art qui rentre dans un musée en France, elle ne peut plus être commercialisée, donc n'a plus de valeur, donc dire qu'une Terre n'a plus de valeur, c'est lui donner une valeur extraordinaire en quelque sorte dans le monde actuel . On pourrait être en situation de poser les problèmes de cette manière-là.

De la politique au philosophique, le bien commun (42'00)

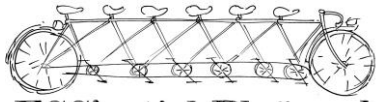
Quand on parle de la terre bien commun, qu'est-ce que représente cette notion de bien commun ?

Une personne intervient : Il y a quelqu'un qui m'a dit un jour, la terre est ta mère et tu lui ressembles. Faire en sorte de La manière dont tu la prends, tu la trouve, tu la palpe dans tes mains, rend la encore plus fertile quand tu ne seras plus là. Pour moi ça c'est le bien commun. L'arbre n'appartient pas aux gens qui le cultive, mais il appartient au regard, quand on plante des arbres, on ne les voit pas grand, ça fait longtemps que tu n'es plus là. Mais l'arbre il est là, donc l'arbre, fait partie d'un bien commun. Quand on connaît le processus de l'arbre par rapport à la fécondité de la Terre, c'est le B à Ba. C'est ma définition du bien commun.

Une personne intervient : le bien commun est un bien partagé, un bien à tous, c'est une évidence, mais peu de chose sont définis être à tous, notion de responsabilité, pas de propriété. Quand on pose la question de l'eau, on en a la responsabilité de sauvegarder sa qualité pour nous même et après. On prend en charge le monde dans lequel on vie pendant un certain temps et on le lègue, c'est une notion de bien commun. Peut-être que Delphine peut nous parler de Ricardo Pétrella. Peut-être que Delphine tu peux en parler.

Delphine : C'est un politologue et économiste italien, qui a fondé une université de recherche sur l'eau, l'eau comme bien commun. Il a écrit un ouvrage sur « le bien commun, éloge de la solidarité ».

L'économie sociale et solidaire représentée par celles et ceux qui font vivre ses valeurs



ESS'essentiel Ploërmel

Pour une dynamique d'économie sociale et solidaire sur le Pays de Plouërnel-Cœur de Bretagne

Les cinq éléments : un bien indispensable à la vie des êtres vivants, insubstituable (qu'on ne peut remplacer), on en a tous la responsabilité à travers ça, sur la gestion et la protection et d'en supporter le financement collectivement. Principe pérenne pour gérer une ressource dont on a tous besoin. Donc la Terre, comme l'eau pourrait être gérée de cette façon, sauf qu'aujourd'hui tout est privatisé. On peut se poser la question du devenir du bien commun en France. Ça interroge les gens, comment c'est gérer ? Le fait que tout le monde y ait accès et que ce ne soit à personne. Ça interroge. Il y a un rapport à la propriété aujourd'hui qui est compliqué.

Comment Terre de Liens intervient ? (46'33)

Une personne intervient : Une question technique. Comment vous intervenez, et à quel moment ? Vous avez des terres à vendre par la SAFER mais que vous n'en avez pas eu connaissance avant, le GFA ce n'est pas possible en fait ?

Olivier : Exactement, c'est le problème aujourd'hui sur le montage de GFA, on ne peut pas donner la possibilité au porteur de projet de GFA de répondre à un appel à candidature SAFER, ce sont des Terres sur lesquelles Terre de Liens ne peut rien faire c'est frustrant.

Donc ce sont des gens qui vous contacte, Marc tu as eu connaissance de cette Terre avant qu'elle n'allait se vendre, du coup c'est pour ça que tu lance ce GFA. Quand on n'est pas du milieu agricole on n'en a pas connaissance de ces Terres.

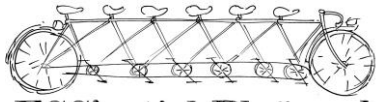
Olivier : Il connaît bien la question puisqu'il s'installe en janvier comme paysan. Et ça fait 4 ans qu'il cherche des Terres. On peut en trouver partout des Terres, sur le bon coin, sur annonces SAFER, annonces notaire, sauf que la plupart des Terres qui change de main, personne n'est au courant. Le côté ironique de la situation c'est qu'il y a Beaucoup de Terre qui change de main via des GFA, ils sont pour le coup, si on considère que Terre de Liens permet une bonne utilisation du GFA, ils sont mal utilisés puisqu'ils permettent en gros à ce que le GFA devienne propriétaire, et à ce que les associés du GFA change, en gros on s'échange des parts sociales de la main à la main et la SAFER ne peut pas préempter. Si bien qu'un paysan A va prendre comme associé, le paysan voisin B qui est prêt à partir en retraite. Le paysan B s'en va et vend ses parts à son nouvel associé (le paysan A). Cas de plus en plus fréquent.

Il y avait un article sur la loi qui donne à la SAFER un droit de regard sur le transfert de parts sociales représentative de foncier, c'est comme ça que ça s'appelle. Une part sociale d'un GFA, en gros qui derrière laquelle il y a des Terres. Il se trouve que cet article de loi a disparu au niveau du vote final hélas...

Une personne intervient : Nous on est actuellement aussi en recherche de Terre, il a deux trois réflexions. On est en phase d'acquiescer enfin ce qu'on souhaite et on est sur la question d'un GFA ou pas. Mais grâce la SAFER, même si c'est rare et que je ne les porte pas dans mon cœur, mais sans eux on ne les aurait pas ces Terres, même si on ne les a toujours pas d'ailleurs, car tant que ça passe par la SAFER, a priori, on ne peut rien faire pour le moment mais on a un interlocuteur plutôt sympa, c'est très étrange. On est adhérent à la confédération paysanne, et on a eu un soutien de ce syndicat, en nous envoyant les infos de la SAFER. Laisse un peu de temps avec deux mois de préemption pour monter quelque chose...

Delphine : Le délais de 15 jours dont on parlait tout à l'heure, dans un cas particulier où la SAFER est propriétaire ou il y a eu une préemption par un paysan, et donc il y a une publicité dans un journal d'annonces légales pour ouvrir à la concurrence, d'autres candidats potentiels, c'est pas le cas de

L'économie sociale et solidaire représentée par celles et ceux qui font vivre ses valeurs



ESS'entiel Ploërmel

Pour une dynamique d'économie sociale et solidaire sur le Pays de Plouërnel-Cœur de Bretagne

tout le monde qui va s'installer, donc je voulais juste préciser ça parce que c'est important. Et dans ce cas là, il y a un outil qui permet d'avoir de l'aide question délais et financements, porté par la Région et créé par la région Bretagne : C'est du portage foncier, c'est-à-dire que n'importe quel candidat sur des Terres, à partir du moment où il s'installe, (c'est en faveur de projets en bio, et pour les autres, c'est système herbagé et à forte valeur ajoutée (on ne sait pas trop ce qu'ils entendent par là) mais en tout cas on considère toute les activités un peu atypique qui peuvent rentrer dans ces 4 types de projets avec le cheval aussi... qui sont retenus et à destination des hors cadre familiaux, appelés comme ça par l'administration (gens pas issus du milieu agricole)). Avec un travail de la FRCIVAM, un collectif basé sur Cesson-sévigné, promeuvent les projets alternatifs. La région a pris conscience du problème d'accès au foncier. Dans ce système en fait, n'importe quel porteur de projet qui entre dans ces lignes là peut demander à l'actionner, il faut aller voir un conseiller SAFER, c'est elle qui intervient pour la Région. La SAFER achète pour le compte de la région et là elle va publier une publicité dans les journaux comme pour une préemption. C'est ce qu'on utilise pour avoir le temps de collecter les fonds pour les GFA, c'est un outil important pour nous. Sans ça, pour un cas sur deux on n'aurait pas pu le faire.

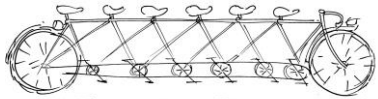
Une personne intervient : Une chose me vient à l'idée, par rapport à Terre de Liens, vous avez un budget je suppose [très léger], mais il y aurait une possibilité..., quand il observe quand il se balade dans la campagne, il voit des parcelles ou quelqu'un s'est réapproprié sa part et à replanter, donc il n'est pas du tout d'accord avec ce qu'il est fait de sa Terre et en Bretagne il y a beaucoup de petits propriétaires. Si on avait les moyens de faire un peu de pub, « écoutez, vous en avez marre que vos Terres ne soient pas cultivées de manière respectueuse ? Au cas où vous voulez vous les approprier vous les louez.... ».

C'est pareil, Terre de Liens, il faut faire connaître le mouvement, quand on parlait des politiques, ce soir il n'y en a qu'un présent dans l'assemblée. Lui il connaît des petits propriétaires, lui pour le premier, s'il ne retrouve pas un preneur, il a des vaches allaitantes, qu'il vend et rachète les Terres pour les replanter pas pour pas que ça reparte à l'agrandissement. Il doit y avoir un tas de petits propriétaires, ils sont mis devant le fait accompli, donc c'est à nous de nous organiser pour faire connaître l'alternative.

Le Bien commun (56'19)

Une personne intervient : Je suis un étranger, mais plus maintenant, parce que depuis 24 ans j'habite en Brocéliande donc je ne suis plus un étranger, mon nom c'est Simon, j'ai une question à vous demander, je pense qu'il faut demander l'eau pour les solutions. Il faut réfléchir autour du sujet, ça coule de source, c'est gratuit, c'est bien d'aller voir l'idée quand c'est gratuit, sa mémoire est plus grande qu'un éléphant, la mémoire de l'eau. Quand on est extérieur au sujet c'est plus facile de regarder dedans, que quand on est dans le vif du sujet. Il a eu une grande vie dans le milieu agricole dans plusieurs pays. Ce n'est pas un problème juste en France, il faut trouver une solution globale. La question est la valeur qu'on accorde à ces éléments qui sont constitutifs de la nature, et que à partir du moment où on la mesure réellement et pas que par sa valeur marchande on est en situation d'être en maîtrise d'estimer leur poids et du choix qu'on doit faire. Une question pas seulement liée au milieu agricole, c'est la marchandisation du monde qui amène à marchandiser le gène, alors que jusqu'à présent c'était hors du circuit marchand. Quand on définit la valeur simplement d'un point de vue financier et non pas intrinsèque sur ce qu'elle nous apporte et de son caractère essentiel, le bien pour la vie et sa poursuite, on peut toujours s'interroger sur plein d'autres questions mais on passe à côté des primordiales, mais c'est un vaste débat...

L'économie sociale et solidaire représentée par celles et ceux qui font vivre ses valeurs



ESS'essentiel Ploërmel

Pour une dynamique d'économie sociale et solidaire sur le Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne

Une personne prend la parole : Vous parliez de bien communs, il y a le camp militaire qui fait 100 000 hectares, c'est dur à entretenir pour des paysans, mais l'Etat fait intervenir des paysagistes pour faire tondre la pelouse alors qu'on peut venir faire des pâturages, des champs de fauche, c'est se marcher sur la tête, de venir tondre la pelouse...

Une personne réagit : La question du camp militaire c'est qu'il ne peut pas y avoir un usage permanent, c'est utiliser pour une période particulière.... C'est son statut qui pose problème.

Pourtant c'est un bien commun...Larzac deux... on est sur les mêmes logiques.

Une personne intervient : Il me semble qu'il y a un an ou deux, sur le bien commun, y a une loi qui mettait fin aux communs, qu'ils devenaient propriété des municipalités, je crois. Ça en est où ?

Une personne réagit : De la à savoir si elle est passée, comme disait Olivier tout à l'heure, il suffit d'un amendement et d'une navette entre le Sénat et l'Assemblée Nationale, pour que cette décision soit remise en cause, et disparaisse. Mais c'est dans la logique, parce qu'en France on ne sait plus les utiliser. Logique de : c'est à personne mais c'est à tout le monde. Tout le monde a le droit de l'utiliser et a la responsabilité des corvées, prendre la responsabilité en commun de l'entretenir. Avec ce type de relation à la terre, y a des modes de fonctionnements collectifs qu'on a perdus, ou qu'on voit de façon négative.

Il a entendu Ricardo Pétrella il n'y a pas longtemps, lors de l'AG d'une banque du Crédit Coopératif, il est intervenu sur les biens communs et il a posé la question de l'argent bien commun ? Et ils ont applaudit, ils sont autant pour le bien commun que pour tout dans la poche...

Nos discours cohabitent, comme une droite parallèle qui ne se croisent jamais et est ce qu'on va trouver l'endroit et le moment où ça se croise ?

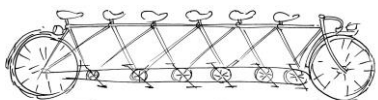
Il faut un temps pour se désintoxiquer, car on est intoxiqué, quand on regarde la valeur qu'on donne à l'instrument qu'est l'argent, l'argent mais que fait tu de ta vie ?

Ouverture utopique, mais pas tant ? (1'08'59)

Une personne intervient: Par rapport à la bétonisation des Terres, est ce que des Collectivités Territoriales font appel à vous, pour leur apporter des solutions sur des projets pour de nouveaux lotissements, de nouvelles ZAC, qu'elles ne soient pas uniquement consacrées à des projets privés, ou des entrepôts pour leurs parkings, mais aussi à l'installation d'un paysan.. ?

Delphine répond : Ou pas, une récente, mais ça reste très rare. Une commune du Morbihan, qui est à proximité d'une grande ville, ils ont une grande zone d'activité qui n'a pas été entièrement utilisée. Il y a eu un changement de municipalité, et la nouvelle équipe souhaite et estime que cette zone a une surface complètement inutile, Terres qui ont une grande valeur, et veulent reconverter ces Terres à l'agricole. Ils nous interrogent pour voir comment y installer un paysan, en vente directe ? ... Ils ne veulent surtout pas les revendre tant que les Terres ne sont pas classées en agricole, le PLU est récent donc ne souhaitent pas faire une révision tout de suite. Il y a des Terres agricoles à côté où ils aimeraient qu'il y ai un hangar, c'est à une entrée de centre ville, il y a une zone d'activité, donc un lieu idéal par le passage pour y faire un lieu de vente directe. C'est leur idée, zone péri-urbaine, réfléchir à quel projet il est intéressant d'installer ici. Comment faire, en gardant la maîtrise du foncier, pour installer un ou des paysans. Avec eux on réfléchit au niveau juridique, sur les différentes choses possibles.

L'économie sociale et solidaire représentée par celles et ceux qui font vivre ses valeurs



ESS'entiel Ploërmel

Pour une dynamique d'économie sociale et solidaire sur le Pays de Ploërmel-Cœur de Bretagne

On va s'arrêter là pour ce soir en espérant que vous avez passé un bon moment. Et que vous reviendrez... pour d'autres Blablas de l'ESS. L'ESS, couvre aussi le domaine agricole mais pas seulement, et que tous sont liés, dans la manière dont on prend en charge notre vie et notre espace de vie...

Merci à tout le monde et à bientôt.